menace pour l'économie algérienne ?

Les spécialistes rompus à cette méthode sont présents en nombre en Algérie, souvent invités avec l'étiquette de consultants ou experts internationaux, avec, s'il vous plaît, gîte et couvert et des honoraires mirobolants. Ces experts de la manipulation, profitant de leur proximité avec le milieu d'affaires algérien et de leur accointance avec des personnes influentes dans la sphère décisionnelle, recueillent de manière subtile à des fins de renseignements, sans éveiller l'attention de leurs victimes, un maximum d'indiscrétions sur des données sensibles qu'ils vendent par la suite à leurs commanditaires en prévision de l'élaboration d'un plan d'attaque lors de la négociation d'un contrat avec un partenaire algérien. Ces spécialistes ont la part belle en Algérie, ils trouvent du pain béni offert sur un plateau d'agent, aidés en cela par la proportion qu'ont certains de nos responsables à s'exposer ouvertement sans retenue. L'Algérien est connu pour être un beau parleur, parfois à tue-tête, orgueilleux, il aime qu'on flatte son égo pour le voir décliner avec force et détail les secrets et autres données confidentielles en sa possession. Avec un tel comportement irresponsable, sensible au jeu de la séduction, ils trouveront, à coup sûr, le renard par l'odeur alléchée qui viendra leur soutirer ce qui doit être jalousement gardé, comme dans la fable de J. La Fontaine avec sa morale mal apprise et qu'il serait bon de rappeler ici : «Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute.»

Autre négligence à mettre sur le compte de personnes mues par un besoin démesuré de se faire remarquer et comme pour se donner une certaine contenance, ouvrent leur PC de manière ostensible dans les salles d'embarquement des aéroports (j'ai croisé dernièrement à Orly une personne en partance pour Alger qui consultait sur son PC un tableau Excel très élaboré et très fourni en indicateurs, à portée de vue de n'importe quel quidam). S'il y a bien un endroit dans lequel il faut à tout prix garder sous le coude son PC et son téléphone éteints, c'est bien à l'aéroport, site par excellence stratégique, truffé de dispositifs électroniques (bornes wifi calibrées) capables de siphonner à distance et à votre insu vos informations et vos données confidentielles, vos mails. Il en va de même des informations sensibles mises, de façon inconsciente, à la disposition de certains cabinets d'audit et d'expertise internationaux ayant pignon sur rue en Algérie (cf. note de l'ex-Premier ministre, retirant l'agrément à un cabinet qui pratiquait la collecte de données confidentielles pour les sous-traiter au niveau international). A retenir aussi, que de nombreux responsables ignorent qu'en utilisant les logiciels de traduction en ligne pour traduire des documents, par le copier-coller, courent le risque de voir leur texte capté par des tiers avisés. Le téléphone également n'est pas le moyen le plus sûr pour tenir une conversation confidentielle. Pour le fixe, n'importe quelle prise téléphonique peut constituer un dispositif de captation d'informations.

Aujourd'hui, ce sont de véritables réseaux de criminalité organisée qui agissent pour le compte d'entreprises ou d'Etats. Nous sommes face à des groupes d'experts qui se revendiquent du «cyberhacktivisme» se livrant à une véritable cyberguerre.

La poubelle constitue pour l'espion une mine d'informations qu'il exploitera à la moindre occasion (selon une étude d'un organisme français, le Credoc en l'occurrence, 2/3 des poubelles contiennent au moins un document confidentiel).

Les moyens de pratiquer l'espionnage sont nombreux et en constante évolution. Les cas d'exposition aux actes malveillants par négligence ou ignorance de certains responsables institutionnels ou de chefs d'entreprise le sont tout autant. J'aurais pu citer sans être exhaustif l'ingénierie sociale, l'envoi de questionnaires croisés, la complicité interne, la fuite d'informations, la corruption, les intrusions physiques, les clients visiteurs, les sous-traitants, le gardiennage, le personnel d'entretien, le vol… Du moins ceux qui constituent des facteurs potentiels de risques susceptibles de causer des pertes incommensurables pour la collectivité nationale tout entière. Mais, pour ne pas abuser de la gentillesse du quotidien *le Soir d'Algérie* qui m'a offert cet espace d'expression, je conclus là ma contribution tout en restant à la disposition de ceux ou celles qui, sensibles à ces problématiques, souhaiteraient se prémunir contre ces risques criminels en intégrant la dimension de la sûreté/sécurité dans le fonctionnement de leur activité.

«Se faire battre est excusable, se faire surprendre est impardonnable.»

(Napoléon)

M. M.

*** Consultant en sécurité et Risk Management**

Menhaouara.mourad@neuf.fr

PARTI POUR LA LAÏCITÉ ET LA DÉMOCRATIE (PLD)

Républicains, patriotes, démocrates, unissons-nous pour sortir ensemble de la crise !

L'Algérie a célébré le 51e anniversaire de son indépendance le 5 juillet. Cette immense victoire, arrachée par le peuple au prix de sacrifices inouïs, a porté l'aura du pays jusqu'à des limites insoupçonnées. Les nobles idéaux de liberté et de justice sociale proclamés en 1954 ont été bafoués par un système politique qui a fait faillite et dont l'obsession unique est de s'éterniser.

1. Les élections : le piège du système

Aujourd'hui, de grandes zones d'ombre planent sur la maladie du président de la République. Son éclipse totale de la scène politique, depuis plus de deux mois, est entourée d'un silence assourdissant au sommet de l'Etat. Au lieu d'informer clairement l'opinion, le pouvoir se borne à une communication minimaliste et mensongère faisant croire que l'état de santé du président n'est pas l'affaire du peuple et que son absence n'est d'aucune incidence sur la vie politique du pays. Mais est-il concevable de laisser le pays dans l'incertitude totale quand on sait que le contexte politique national et international est particulièrement explosif, d'une part, et que, d'autre part, Bouteflika ne s'est pas gêné au cours de ses 3 mandats de fouler aux pieds la Constitution en s'arrogeant des prérogatives exorbitantes et en monopolisant les pouvoirs ?

Cette étape périlleuse que traverse le pays montre encore une fois aux citoyennes et citoyens que les institutions en place ne sont qu'un leurre et que leurs responsables sont programmés pour manigancer dans l'opacité et le complot du silence.

Depuis l'indépendance, les changements à la tête du pays se sont toujours faits dans la violence et la violation des urnes, voire dans le sang, souvent dans une ambiance de chasse aux sorcières, mais toujours en conciliabule et au mépris de toute concertation politique, et les élections, de façon générale, ont servi d'alibi au pouvoir pour justifier ses marchandages politiciens.

2. L'impasse de «l'économie des conteneurs»

L'héritage de ce système est lourd à porter : la déliquescence de l'Etat ne cesse d'empirer et la jeunesse, sans avenir, est livrée à elle-même dans une société sinistrée par la perte des repères et du sens des valeurs, comme cela a rejailli de façon spectaculaire lors du déroulement des épreuves du baccalauréat. Les jeunes, plombés par un chômage endémique et écœurés par un pays miné par la corruption, sombrent dans la délinquance, la toxicomanie et n'ont qu'un seul but : quitter le pays pour fuir une vie devenue un abîme et un quotidien où suintent la misère et la malvie. Aucun effort n'est porté sur la création de richesses, et les milliards de dollars engrangés grâce aux revenus des hydrocarbures ne sont pas investis pour consolider les bases d'une véritable économie de production. Le bazar est roi, et au lieu de produire, l'Algérie est assujettie à «l'économie des conteneurs».

La dépendance alimentaire a accru de manière considérable la vulnérabilité du pays si bien que la moindre secousse sismique dans les marchés pétroliers risquerait d'y produire des ravages sans précédent et d'accélérer sa faillite. L'encerclement de l'Algérie par des régimes islamistes, la pression terroriste à l'intérieur du pays et aux frontières, la circulation et le trafic d'armes lourdes et sophistiquées pèsent gravement sur la stabilité du pays et menacent son unité.Pour perdurer, le système a puisé et puise toujours dans la rente pétrolière pour couper l'herbe sous les pieds de la fronde populaire.

Après avoir réveillé les démons du régionalisme et du tribalisme, celui-ci tente de faire du pouvoir politique une affaire de famille. Aujourd'hui, la dérive est telle que le «zaïm», vissé au fauteuil présidentiel, n'a qu'une seule chimère : ériger une nouvelle dynastie qui perpétue son nom et survit aux siècles.

3. Une seule réponse : une transition nationale et démocratique

Dans un contexte aussi délétère, nous ne pouvons que nous réjouir de tous les appels émanant de courants patriotiques et républicains et de personnalités de progrès qui invitent les citoyennes et citoyens à la mobilisation pour une sortie de crise démocratique.

La mise en place d'une transition nationale, républicaine et démocratique est capitale pour faire face à l'étape cruciale que traverse le pays. Il n'est pas dans la nature des forces démocratiques de demeurer les bras ballants dans une situation aussi dangereuse. Il est évident que les propositions comme les démarches diffèrent d'un courant à l'autre. Cette abondance de points de vue n'est pas en soi une faiblesse. Elle peut devenir une force si nous démontrons à la société que nous sommes capables d'aller ensemble à la table des discussions, de nous inscrire dans une dynamique d'échange, de produire une stratégie commune et relever les défis qui s'imposent à nous. Les forces démocratiques soudées autour d'une stratégie républicaine et patriotique sont une alternative à l'Algérie. Elles sont la seule et unique alternative susceptible d'ancrer le pays dans une voie pacifique de développement et d'essor, et ce, dans la perspective de l'Etat de droit.

Il n'y a pas de solution miracle pour sortir le pays d'une crise aussi gravissime. Aucun courant, aucun parti démocrate, aucune personnalité ne la possède. Les démocrates ne seront une alternative crédible que dans le mouvement vers l'alliance la plus large et la plus forte. Ce n'est qu'en fédérant nos forces que nous nous donnerons le bras de levier nécessaire pour gagner l'adhésion des citoyennes et citoyens et que nous créerons la synergie suffisante pour féconder l'extraordinaire potentiel moderniste qui git dans le ventre de la société.

4. Une seule stratégie pour «la famille qui avance» : s'unir !

Il s'agit pour «la famille qui avance», comme l'avait dit le premier martyr de la République, Tahar Djaout, de forger les outils les mieux ajustés aux objectifs du combat et d'impulser une politique audacieuse qui sonne le glas d'un système obsolète.

Ce qui se passe aujourd'hui en Egypte interpelle directement l'Algérie, notamment ses forces patriotiques, républicaines et démocratiques.

Encore une fois, l'histoire démontre que l'islamisme «modéré» est une duperie et une imposture et que sa pente naturelle est le totalitarisme. Le bureau national du PLD se réjouit de la prise de conscience remarquable que manifeste la société civile démocrate égyptienne face au danger totalitaire de l'islamisme politique, se félicite de la dynamique unitaire initiée par les différents courants démocrates et rend hommage au sursaut républicain exemplaire de l'armée égyptienne.

La situation que nous vivons en Algérie est inédite pour notre peuple. Nos aînés ont dû tout inventer pour déchirer le voile de la nuit coloniale. Nous devons à notre tour tout imaginer et nous réinventer pour inscrire les mois à venir en lettres d'or dans l'histoire du pays.

C'est pourquoi, le PLD lance une invitation officielle à tous les courants et personnalités démocrates à se retrouver avant la rentrée sociale prochaine dans son siège à Alger ou dans tout autre siège d'un courant démocrate en vue d'une première rencontre destinée à débattre des propositions potentielles de sortie de crise et à procéder éventuellement à une homogénéisation des opinions diverses en vue de dégager les premières prémisses d'une stratégie à construire ensemble dans les mois à venir.

Le bureau national du PLD